



MIGRATION

Aide au retour volontaire humanitaire des migrants guinéens de Libye..... p.04
Projet FFUE-OIM..... p.06



EMPLOI JEUNES

Auto emploi des jeunes, financement de 21 GIE dans les 5 communes..... p.08



GESTION DES FRONTIÈRES

Inauguration de 3 postes frontaliers..... p.10



TÉMOIGNAGE

Kaba Doumbouya p.12



SANTÉ PUBLIQUE

Activités de Surveillance à Base Communautaire..... p.03
Mission conjointe de formation en gestion des urgences sanitaires..... p.14
Causeries éducatives et forums théâtres..... p.15
Retraite du département Santé Publique..... p.15



L'ÉQUIPE OIM GUINÉE

Abdoulaye Diallo, « mémoire institutionnelle de l'OIM Guinée»..... p.16



VISA POUR LE CANADA..... p.19

Les migrations s'effectuant en bon ordre et dans le respect de la dignité humaine sont bénéfiques pour les migrants et la société.

Éditorial

Chers lecteurs,

Je suis particulièrement heureuse de vous proposer aujourd'hui le premier numéro du journal de l'OIM Guinée, dont la naissance coïncide avec la célébration de la Journée des Nations Unies du 24 octobre. L'année 2017 marque le premier anniversaire de l'adhésion de l'OIM au Système des Nations Unies. Cette journée est donc pour nous l'occasion de manifester notre engagement à continuer la franche et fructueuse collaboration avec toutes les Agences sœurs pour coordonner les activités ayant trait à la migration et à la mobilité humaine, dans l'esprit *One UN*.

Présente en Guinée depuis 2000, la mission de l'OIM a vu son rôle s'intensifier considérablement au cours de ces dernières années, vu l'ampleur que prend la question migratoire qui est au cœur de son mandat. De l'aide au retour des migrants en situation difficile ou irrégulière dans les pays de transit ou de destination, à une gestion globale, mixte des migrations, en terme de données statistiques, de développement socio-économique, de gestion sanitaire, de lutte contre la traite et le trafic, d'infrastructures aux frontières, de prévention, etc. Le présent numéro l'atteste, et l'interview donnée par Mr Diallo à l'occasion de son départ en retraite est la meilleure illustration de cette évolution (p.16).

Ce bulletin bimestriel a pour objectif de présenter de manière concrète et régulière notre travail ainsi que l'étendu de notre champ d'intervention. C'est aussi l'occasion de remercier les partenaires étatiques, financiers et associatifs, qui nous accompagnent au quotidien dans les différents projets. L'OIM Guinée, à travers le «*Projet de renforcement de la gouvernance des migrations et d'appui à la réintégration durable des migrants en Guinée*» financé par le fonds d'urgence de l'Union européenne a déjà rendu possible le retour de 860 migrants guinéens en provenance de Libye (p.4). Ce projet a également pour objet de pérenniser leur réintégration, et aider au relèvement socio-économique des communautés d'origine. Vous pourrez suivre l'avancée de ce programme dans ce journal (p.6). Le jeune Kaba, de retour en Guinée

grâce à ce projet témoigne des difficiles conditions de vie en Libye (p.12).

Les difficultés socio-économiques et notamment le manque d'emploi étant l'un des facteurs déclencheurs identifiés de la migration irrégulière, l'OIM, en collaboration avec la Direction de l'emploi des jeunes à travers le Ministère de la Jeunesse a lancé le «*Projet d'appui à l'auto emploi des jeunes filles et garçons vulnérables dans les cinq Communes de Conakry*», financé par le Gouvernement suisse. Il a permis à 150 jeunes vulnérables de bénéficier d'une formation en gestion de micro entreprise, en plan d'affaire, et de voir leurs projets d'activité développés, financés et mis en place sous forme de GIE (p.8).

Le département santé publique de l'OIM, qui a fait ses preuves en termes opérationnels dans la prévention et la prise en charge des maladies à potentiel épidémique MPE (Ébola, rougeole choléra, ...), a également sa place dans ce journal, avec des activités et formation à la surveillance à base communautaire (p.3 et 15) et une mission conjointe de formation en gestion des urgences sanitaires avec notre partenaire de l'ANSS (p.14). L'équipe s'est d'ailleurs réunie pour 2 jours de retraite afin de faire le point sur le programme financé par CDC dans le cadre de la *Global Health Security Agenda* (15).

Enfin un autre domaine fort dans lequel l'OIM intervient en étroite collaboration avec le Ministère de la Sécurité et le Ministère de l'Administration du Territoire est la gestion intégrée des frontières. Trois postes frontaliers à Kourémalé Guinée, Nafadji et Balandougouba ont pu être construits et équipés grâce au financement du Gouvernement du Japon. Ils ont été inaugurés en septembre 2017, en présence des autorités centrales, locales et préfectorales de la sécurité (p.10). La construction d'infrastructures communautaires au niveau transfrontalier est également en cours.

Bonne lecture

Fatou Diallo Ndiaye, *Cheffe de Mission, OIM Guinée*

Activités de Surveillance à Base Communautaire

Formation des superviseurs des structures sanitaires publiques et privées

Dans le cadre de l'intégration des structures sanitaires dans les activités de la surveillance à base communautaires (SBC), l'OIM en collaboration avec les Directions Préfectorales de la Santé (Matoto, Kaloum, Dubréka, Boffa, Boké, Forécariah, Guéckédou, Macenta, Beyla, Lola et Yomou) a organisé des ateliers de formation sur la SBC du **23 septembre au 3 octobre 2017**, au profit des structures sanitaires publiques et privées évoluant dans les différentes préfectures.

L'objectif de cette formation était de favoriser l'initiation de certaines structures publiques et privées sur le fonctionnement de la surveillance à base communautaire. Au total **237 personnes dont 47 femmes** ont participé à ces ateliers. En prélude, une enquête avait été menée auprès de toutes les structures



Travaux de restitution de groupe lors de la formation à Dubréka

sanitaires publiques et privées intervenant dans les différentes préfectures pour déterminer celles qui devaient être intégrées au programme et abriter les activités de SBC. Suite à cette enquête **120 structures ont été retenues** dont **54 publiques et 66 privées**.

Intervention de l'OIM à Forécariah pour la surveillance renforcée du choléra



Simulation de sensibilisation porte à porte

Suite à l'éboulement et à la coulée de boue survenue le 14 Août 2017 en Sierra Leone entraînant plus de 400 morts et 1000 personnes portées disparues en mer; 6 corps ont été découverts au large des presqu'îles de Kaback et de Kakossa, dans la préfecture de Forécariah tous dans en état de putréfaction avancée.

Compte tenu de l'histoire récente de Forécariah, reconnue comme un point de déclenchement de l'épidémie de choléra en Guinée, une stratégie de prévention renforcée du choléra a été lancée par l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSS) et ses partenaires. Cette stratégie est articulée autour

de la surveillance renforcée avec la redynamisation des sites sentinelles. Ainsi en appui au plan d'action de l'ANSS, l'OIM en qualité de partenaire d'implémentation de la SBC à Forécariah a activement participé, du point de vue technique et financier, au processus de surveillance renforcée du choléra du **28 Août au 07 Septembre 2017**.

Les activités suivantes ont été réalisées :

- Réunion préparatoire de mise en place des sites sentinelles à la Direction Préfectorale de la Santé DPS;
- Participation à la mise en place du site sentinelle des sous-préfectures de Kakossa et Benty;
- Sensibilisation porte à porte et distribution des kits d'hygiène dans les ménages;
- Organisation de causeries éducatives et de forums théâtre à Kakossa et Benty sur le choléra pour une vulgarisation de masse sur les notions générales de la maladie, sa transmission et sa prévention;
- Formation de 70 AC et animateurs de Kaback, Benty et Kakossa sur le choléra.

Aide au retour volontaire humanitaire des migrants guinéens de Libye

Mardi 6 septembre 2017, les équipes de l'OIM Guinée étaient présentes à l'aéroport de Conakry-Gbessia pour accueillir le 7^e vol humanitaire raccompagnant des migrants guinéens en provenance de Libye. Nombreux sont les guinéens vivant en situation irrégulière en Libye, souvent dans des conditions difficiles, parfois même dans différents centres de détention libyens comme Tajoura, Alshok ou Alsika.



Les migrants de retour de Libye sur le tarmac de l'aéroport Conakry-Gbessia

Qu'ils se présentent d'eux-mêmes aux équipes de l'OIM en Libye ou qu'ils soient identifiés par les membres de l'Ambassade de Guinée ou l'OIM dans les centres de détention sur place, ces migrants ont tous sollicité l'aide de l'OIM pour un retour humanitaire volontaire en Guinée. Ces retours s'effectuent généralement par vol spécial. L'OIM Libye effectue des entrevues avant le départ, des examens médicaux et facilite l'obtention de visas de sortie pour tous les passagers, en collaboration avec l'Ambassade de Guinée à Tripoli. Ces informations sont transmises aux équipes en Guinée pour préparer au mieux le retour, notamment pour la prise en charge des cas vulnérables, mineurs ou malades. Les migrants reçoivent également une assistance supplémentaire sous forme de kits, comprenant des vêtements et des chaussures. Un médecin de l'OIM accompagne les migrants à bord du vol.

À Conakry, les équipes de l'OIM Guinée, en coordination avec le SENAH (Service National des Affaires Humanitaires), le Ministère des Affaires



Fatou Diallo Ndiaye, Cheffe de Mission de l'OIM, prodigue des conseils aux migrants à leur arrivée

Étrangères et des Guinéens de l'Étranger, et le Ministère de l'Action Sociale, accueillent les migrants de retour. À leur arrivée, l'OIM leur remet des kits comprenant des effets de toilette, ainsi que de quoi se restaurer. L'OIM procède ensuite à leur enregistrement et à leur profilage. Ces données, une fois analysées, permettent à l'OIM de mieux saisir le profil des migrants irréguliers, d'en savoir plus sur les raisons de leur départ, leur parcours migratoire et leurs conditions de séjour en Libye.

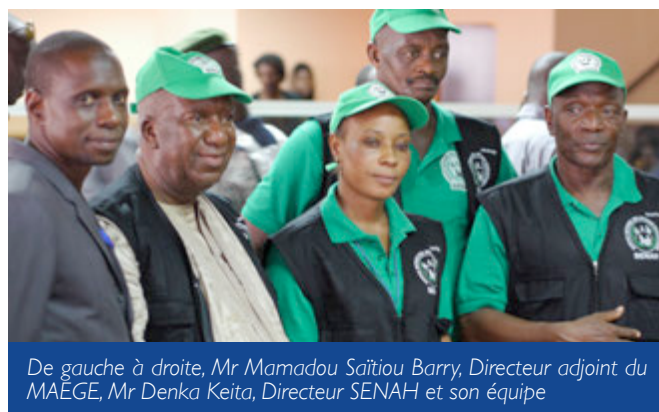


L'OIM remet à chaque migrant un kit comprenant des effets de toilette, ainsi que de quoi se restaurer

Après cette étape de profilage, l'OIM remet à chaque migrant une enveloppe d'un équivalent de 50€, comme frais de transport secondaire pour rejoindre leur destination finale. L'OIM étudie chaque cas pour ensuite faire des propositions alternatives personnalisées, et assurer la réintégration durable des migrants en Guinée, dans les trois mois suivant leur arrivée, dans le cadre du programme de: «Renforcement de la gouvernance des migrations et de support à la réintégration durable des migrants en République de Guinée» financé par le fonds fiduciaire de l'Union européenne (cf. article p6).

Un soutien psycho-social est apporté dès l'aéroport aux migrants vulnérables à travers des entretiens individualisés réalisés conjointement par l'OIM et le Ministère de l'Action Sociale. Lorsque nécessaire, un support additionnel assurera la prise en charge de leurs besoins immédiats. Les migrants retournés résidant à Conakry peuvent rentrer directement chez eux, les autres, originaires des différentes régions de Guinée, sont hébergés pour une nuitée par le SENAH au Centre de transit de Matam. Ils peuvent ensuite rejoindre leur destination finale.

Depuis début 2017 (au 25 sept.), l'OIM Libye a aidé 8 195 migrants échoués (dont 18% de femmes) à retourner dans leur pays d'origine. Les trois-quarts d'entre eux étaient retenus en centre de détention. 5 549 sont admissibles à l'aide à la réintégration. Le vol du 6 septembre était le septième depuis début 2017 organisé par l'OIM pour des migrants guinéens en provenance de Libye (les six premiers concernaient 727 personnes). Il s'ajoute aux retours d'autres ressortissants guinéens du Bénin, du Cameroun, d'Égypte, du Maroc et du Niger, également échoués dans leur parcours migratoire.



De gauche à droite, Mr Mamadou Saïtiou Barry, Directeur adjoint du MAEGE, Mr Denka Keita, Directeur SENAH et son équipe



Les équipes de l'OIM entretiennent les migrants de retour afin de leur apporter une réponse adaptée



Un jeune migrant mineur vulnérable se confie au cours d'un entretien individualisé avec François Kondiano, soutien psycho-social OIM et Alsény Soumah, Ministère de l'Action Sociale

Projet FFUE-OIM



Campagne d'affichage, 3 panneaux de 48m² chacun au rond point de Hamdallaye, l'un des carrefours les plus fréquentés de la Capitale

Aperçu général sur le projet de «Renforcement de la gouvernance des migrations et de support à la réintégration durable des migrants en République de Guinée» issu du Fonds Fiduciaire de L'Union européenne.

Comptant dans le cadre de l'initiative conjointe entre l'Union européenne et l'Organisation Internationale pour les Migrations pour la protection et la réintégration des migrants retournés, le projet de «Renforcement de la gouvernance des migrations et de support à la réintégration durable des migrants en République de Guinée» ou en abrégé FFUE-OIM est mis en œuvre en Guinée depuis avril 2017. Exécuté par l'OIM, il est doté d'un budget de €5,4 millions (54 milliards GNF) sur une durée de 3 ans. Il couvre 6 régions administratives du pays, à savoir Conakry, Boké, Mamou, Labé, Kankan et N'zérékoré et vise les objectifs suivants :

- Soutenir la Guinée à améliorer la réintégration de 2000 guinéens retournés afin de leur donner les outils et les moyens de continuer une vie décente en Guinée ;
- Renforcer les structures et capacités nationales en termes de gestion de la réintégration de manière digne et durable ;
- Permettre aux migrants et aux migrants potentiels de prendre des décisions conscientes quant à leur parcours migratoire et sensibiliser les communautés les plus touchées par la migration irrégulière ;
- Renforcer les données migratoires et la communication sur les flux, routes et tendances migratoires.



Campagne TV de prévention diffusé à une heure de grande écoute à la télévision nationale.

Activités Principales du projet

Réintégration

Depuis janvier 2017, l'OIM Guinée a d'ores et déjà assisté au retour de **1 020 migrants guinéens** dont **860 bénéficiaires** du projet FFUE-OIM.

Parmi ces migrants, **33 ont bénéficié d'un appui psychosocial** et **6** ont été référés vers l'unité de soins Jean Paul 2.

Des rencontres avec les migrants retournés de Conakry ont été effectuées du 23 au 24 août 2017 par l'unité technique FFUE-OIM.

Ces rencontres avaient pour objectif l'identification et la présélection des migrants bénéficiaires du projet (y compris les migrants potentiels) et informer sur les mécanismes de réintégration. Elles ont aussi permis aux migrants de réfléchir aux secteurs d'activité pour lesquels ils souhaiteraient être assistés dans leur réintégration et également pour entrer en contact avec d'autres migrants des mêmes secteurs. Au total, **135 migrants ont participé à ces rencontres** sur environ 300 pour Conakry au niveau des trois communes: Ratoma, Matoto et Matam.

À la suite de ces rencontres, trois commissions techniques ont été mises en place.

La commission « Référence » chargée de l'assistance à la réintégration des groupes de migrants désireux de reprendre des études, ou devenir sportifs professionnels, le référencement vers les autres programmes et la réintégration à base communautaire. Celle-ci est composée du METFP-ET, du MUNC et de l'OIM.

La commission « Projets » composée de l'AGUIPE, ONFPP, MASPFE, MATD, OIM, MJ et METFP-ET, est chargée des groupes de migrants ayant un projet professionnel individuel ou collectif et de leur réinsertion professionnelle au sein des entreprises.

La commission « Vulnérable » est chargée de tous les cas vulnérables comme les mineurs, les malades, les victimes d'abus, etc. Elle est composée, de l'OIM, du Ministère de l'Action Sociale et du SENAH.

Ces différentes commissions seront chargées du profilage technique des migrants à travers une fiche d'orientation. Le panel décidera ensuite de la présélection des bénéficiaires dans le cadre de l'assistance à la réintégration.

Le recrutement d'un cabinet de formation en esprit et gestion d'entreprise (GERME) est en cours avec la publication des termes de référence. Ces formations sont programmées dès le mois d'octobre à Conakry et dans les autres régions.



Première réunion du comité de pilotage national du projet FFUE-OIM (de gauche à droite) S.E Mr Gerardus Gielen, Amb., Chef de la Délégation de l'UE en Guinée, S.E le Général Bouréma Condé, Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Mme Fatou Diallo Ndiaye, Cheffe de Mission de l'OIM Guinée, S.E Mr Moustapha Naité, Ministre de la Jeunesse et S.E Mr Matthias Veltin, Ambassadeur d'Allemagne en Guinée.

Collecte des Données

Les missions conjointes des 33 préfectures de Guinée effectuées en juillet ont permis d'évaluer leur degré de sensibilité par rapport à la migration irrégulière. Boké, Conakry, Mamou, Koundara et Beyla ont été identifiées comme étant les plus sensibles.

Un point de contrôle de flux migratoire (FMP) a été mis en place à Koundara, les agents chargés de la collecte des données seront sélectionnés et formés.

Sensibilisation

Une campagne d'affichage a commencé à Conakry, mais aussi à Boké, Mamou, Labé, N'Zérékoré et Kankan. Celle-ci évoluera suivant différentes thématiques, à commencer par l'assistance au retour. La prise de contact avec les communautés d'origine a également débuté avec l'identification des leaders communautaires et religieux.

Renforcement de capacités

Un site pour la création d'un centre de transit pour les migrants de retour est actuellement à l'étude. Des achats de matériels et autres équipements dans le cadre de la mise en place d'un bureau d'accueil, d'orientation et de suivi au niveau de la Direction des Guinéens de l'Étranger ont été réalisés.

Mise en place de comités de pilotage régionaux

Suite à l'installation du comité de pilotage national de Conakry tenue le 07 Juillet 2017, il a été procédé à la mise en place des comités de pilotage régionaux dans les 5 régions administratives. Ces Comités permettront d'harmoniser les décisions dans l'exécution du projet.



150 jeunes à parité homme-femme ont suivi une formation de 10 jours à la gestion et création d'entreprise

Auto emploi des jeunes, vers le financement de 21 groupements d'intérêt économique dans les 5 communes de Conakry

Du 21 juin au 3 juillet 2017, 150 jeunes, répartis dans les 5 communes de Conakry ont bénéficié d'une formation portant sur l'idée, la création et la gestion d'entreprise à travers les outils GERME (Gérez Mieux votre Entreprise). Regroupés par centre d'intérêts, leurs projets sont en voie de financement.

L'OIM en collaboration avec le Gouvernement suisse, accompagne la Guinée depuis 2007 dans le cadre de l'appui à la politique de l'auto emploi des jeunes et des femmes en République de Guinée. À ce jour, l'OIM a pu soutenir en collaboration avec le Ministère de la Jeunesse près de 1200 bénéficiaires individuels et dix groupements d'intérêt économique à travers plusieurs régions du pays. Le *Projet d'appui à l'auto emploi des jeunes filles et garçons vulnérables dans les cinq Communes de Conakry*, s'inscrit dans la continuité de ces initiatives que développe l'OIM en faveur des jeunes et des femmes depuis 2007.

À travers ce projet financé par le Gouvernement suisse à hauteur de 300 000 CHF (env. 260 000 €), 150 jeunes ont suivi en Juillet 2016 une formation portant sur l'idée, la création et la gestion d'entreprise à travers les outils GERME, de façon simultanée pendant dix jours dans les maisons des jeunes des cinq communes de Conakry. Ces formations menées



Atelier de formation en technique de saponification

par le Centre d'Appui pour le Développement Économique et Social - CADES Guinée ont permis de développer 3 grands modules: la vie associative avec l'idée d'association et l'élaboration des textes juridiques; le montage des projets avec par exemple la création de cybercafé, restaurant, salon de coiffure; enfin le dernier module a traité de manière concrète de la gestion d'entreprise à savoir, le marketing, la gestion des stocks, le calcul de coûts, ou la comptabilité.

Les bénéficiaires, réunis par groupe d'intérêt, ont ensuite élaboré ensemble un plan d'affaire décrivant de façon claire leur future entreprise, ses objectifs, stratégies et cibles visées. Ces groupes et associations, accompagnés dans leur enregistrement en tant que G.I.E. (Groupement d'Intérêt Economique), bénéficieront d'une subvention pour faire face à la location du site, à l'achat de matériels et aux frais de fonctionnement nécessaires au démarrage de l'activité. 14 jeunes en ayant fait la demande ont également reçu une formation complémentaire en technique de saponification.

L'ensemble des activités du projet a été coordonné par un comité de pilotage comprenant le Ministère de la Jeunesse, le Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance, le Ministère de l'Enseignement Technique de la Formation Professionnelle et de l'Emploi et l'OIM. Le comité de pilotage a identifié 150 bénéficiaires à parité homme-femme sur la base des critères suivants: jeunes vulnérables sans emploi et en situation de famille, jeunes diplômés sans emploi et tentés par la migration, jeunes, pauvres pratiquant de petits métiers pour subvenir au quotidien, jeunes au chômage en situation de location tentés par la migration, etc.

Une fois les projets lancés, les bénéficiaires continueront d'être épaulés au quotidien et, chaque trimestre, CADES Guinée leur rendra visite pour s'assurer de la pérennité des groupements et informer le comité de pilotage d'éventuelles difficultés.



«La création d'une activité génératrice de revenus me permettra d'être indépendante et autonome»
Aminata SYLLA, diplômée sans emploi



«Cette formation m'a permis d'être beaucoup plus outillé concernant les techniques de gestion et de création d'entreprise»
Amadou DIAWARA, animateur socio-éducatif



«Les projets vont réussir car les secteurs d'activité choisis sont porteurs, et les jeunes motivés»
BAH Mamadou Alpha, formateur CADES GUINÉE

La lutte contre la pauvreté et le chômage des jeunes par le biais de l'auto emploi, reste le moyen le plus sûr pour leur épanouissement et leur stabilisation dans le pays, grâce aux revenus qu'il procure.

Une stagiaire présente son plan de trésorerie



Le Poste de Kourémalé en Guinée, pleinement opérationnel quelques heures après son inauguration

Inauguration de 3 postes frontaliers dans la région de Kankan

L'OIM Guinée, dans le cadre du projet de « Renforcement des capacités de gestion intégrée des frontières entre la Guinée et le Mali », a entamé la construction de trois postes frontaliers dans la région de Kankan (Kourémalé-Guinée, Nafadji et Balandougouba) et l'installation des panneaux solaires à Niantanina.

Les cérémonies de remise officielle des **3 postes frontaliers construits par l'OIM Guinée**, dans le cadre du «*Projet de Renforcement des capacités de Gestion Intégrée des Frontières entre la Guinée et le Mali*» financé par le Gouvernement du Japon, ont été organisées respectivement le **25 septembre à Kourémalé-Guinée**, **26 septembre à Nafadji** et **27 septembre à Balandougouba**.

Ces trois événements se sont déroulés en présence du Représentant de l'Ambassade du Japon en Guinée, des Préfets de Siguiiri et Mandiana, du Directeur régional de la police de Kankan, du Représentant du Ministère de la Sécurité et de la Protection civile, des Commissaires centraux des polices de Siguiiri et Mandiana, des Sous-préfets de Doko, Bankon et Balandougouba, des Présidents de districts et du Coordinateur de programmes conjoints des Nations Unies à Kankan.

Par ce projet de 12 mois (30 mars 2017 – 29 mars 2018), **financé par le Gouvernement du Japon** à hauteur 1 573 000 USD à travers son Ambassade en Guinée, l'OIM soutient les efforts de la Guinée



Poste frontalier de Balandougouba



Forage réalisé à Nafadji

et du Mali, en vue de mutualiser leurs capacités à répondre aux défis sécuritaires transfrontaliers. Cette perspective de gestion efficace des frontières

visé à asseoir la quiétude et le développement des localités transfrontalières au profit des populations résidentes.

Ces cérémonies ont été organisées en collaboration avec le Ministère de la Sécurité et de la Protection civile, les autorités administratives et sécuritaires régionales et préfectorales de Siguiri, les sages et notables de Kourémalé-Guinée, le Coordinateur des programmes conjoints des Nations Unies, du Chef de projet de gestion des frontières de l'OIM Guinée et du Troisième secrétaire de l'Ambassade du Japon en Guinée.

Le poste frontalier de Kourémalé-

Guinée est composé d'un bloc administratif (constitué de quatre bureaux, d'un secrétariat, d'une salle d'isolement, d'une salle de garde, de deux salles de contrôle), d'un hangar pour les agents de garde, de deux blocs sanitaires de 2 cabines, d'un forage, d'un système de panneaux solaires, d'équipements informatiques et bureautiques et d'une moto. L'OIM procédera également à l'installation du système d'information pour la gestion des frontières MIDAS, au renforcement des capacités des agents de sécurité aux points d'entrée à travers des sessions de formation, et à l'organisation de réunions transfrontalières

préfectorales et transfrontalières communautaires. Enfin, l'OIM entreprendra la construction d'infrastructures communautaires: un marché communautaire et deux blocs sanitaires à Nafadji, des forages publics à Niantanina et Balandougouba.

Ces journées ont permis de présenter et remettre les ouvrages réalisés aux bénéficiaires, de partager les informations relatives à l'appui supplémentaire offert par le projet au niveau des 3 points d'entrée entre la Guinée et le Mali, et d'associer les populations riveraines à la gestion des défis sécuritaires aux frontières.



Les communautés de Kourémalé se sont largement mobilisées pour l'événement



Les officiels à Nafadji entourés par une foule en liesse



Kourémalé, les officiels encadrent le représentant de l'Amb. du Japon



Kaba DOUMBOUYA

Je m'appelle Kaba Doumbouya, j'ai 22 ans. Je suis allé à l'école jusqu'en 5^e année. J'ai grandi dans un village qui s'appelle Kalan-Kalan (Sabadou-Baranama sous-préf. de Kankan). Après avoir réussi mon examen, je suis parti pour Kankan. Mais je n'ai fait que 2 mois en classe avant d'arrêter l'école. Mon oncle, le jeune frère de mon père, m'a un jour appelé et invité à le rejoindre à Abidjan. C'était en 2009, j'avais 14 ans. Là-bas j'ai commencé à travailler dans la station de lavage-auto familiale.

La vie se passait tranquillement pour moi mais un soir, c'était en 2013, je suis sorti sans rien dire à la famille et me suis rendu à la gare-voiture pour m'embarquer en direction du Niger via le Burkina, à destination de l'Algérie.

J'ai passé 7 mois en Algérie, je travaillais, je faisais des petits boulots, je lavais également des voitures. Un ami insistait pour que je le rejoigne en Italie, moi je n'avais pas vraiment envie. Mais chaque fois qu'il m'appelait, il insistait expliquant que c'était facile. J'ai fini par accepter. Pour cela il fallait que je me rende en Libye. J'avais un peu d'argent que j'avais mis de côté mais c'était insuffisant pour payer la traversée. Du coup, j'ai donc trouvé d'autres petits boulots en Libye et j'ai continué d'économiser. Ça m'a pris

5/6 mois pour compléter la somme. Je me suis rendu à Subrata, un village côtier où, après 2 mois d'attente, j'ai enfin pu m'embarquer avec d'autres à bord d'un bateau. Nous n'avions pas encore atteint les eaux internationales quand les gardes-côtes nous ont arrêtés. Ils nous ont enfermés à Zouara. Les conditions de détention étaient très dures, on ne mangeait pas sauf un morceau de pain par jour et l'eau que l'on buvait était celle des douches. Je suis resté là-bas près d'une semaine. On a ensuite été envoyé dans un camp à Tripoli. Durant le transfert, on a tenté de s'échapper en cassant la vitre du véhicule de convoi lors d'une halte. Les policiers nous ont pris en chasse, certains ont tenté de s'enfuir, ils ont été abattus. Dieu merci, moi je n'ai pas couru, sinon aujourd'hui je serais mort. Les policiers ont même mis des coups de couteau à certains d'entre nous, *Wallaye !*

À Tripoli aussi la vie était dure. On mangeait mal et peu, un plat de spaghettis le soir, un pain le matin. L'OIM nous faisait parvenir des vêtements mais les gardiens les détournaient pour les donner à leurs familles. Les policiers nous faisaient travailler en dehors du camp. Ils nous utilisaient pour de basses besognes au milieu de zones où on risquait de se faire tirer dessus à chaque instant.

J'en ai profité pour m'enfuir à nouveau, j'ai été accueilli par un nigérien qui m'a logé et nourri. J'ai ensuite bougé de foyer en foyer souvent obligé de changer de lieu en fonction des descentes de police. C'est la solidarité entre les africains qui fait qu'on survit.

Pour ma part, j'ai toujours réussi à trouver des petits boulots. Il y a des endroits au bord de la route où l'on s'assoit et les libyens s'arrêtent avec leur véhicule et vous recrutent quand ils ont besoin de main-d'œuvre, la plupart du temps pour travailler sur des chantiers de construction. L'ami chez lequel je logeais a finalement pu réunir l'argent pour payer sa traversée pour l'Italie.

De mon côté, conseillé par certains, je me suis rendu à l'Ambassade de Guinée pour me faire enregistrer. J'ai expliqué aux gens de l'OIM que j'avais envie de rentrer en Guinée, parce que j'avais trop souffert. En Libye tu fais constamment l'objet de racket. Je me souviens, c'était un mardi, le retour à Conakry était prévu pour le lendemain, j'étais vraiment enthousiaste.

À l'ambassade, on m'a conseillé de faire très attention jusqu'au départ, compte-tenu des problèmes de sécurité et de banditisme. Heureux de bientôt pouvoir retrouver les miens, je me suis acheté des vêtements, et un poulet pour préparer un bon repas à partager avec les amis afin de fêter mon départ. Le repas était encore sur le feu quand les policiers ont fait une irruption chez nous pour nous arrêter.

C'est un malien qui nous a dénoncé. Son job c'est de repérer là où se cachent les africains et de les dénoncer. Ensuite il appelle les familles pour qu'elles payent des rançons. On a donc été arrêté de nouveau, à la veille de mon départ, j'étais dégoûté !

On nous a enfermés à Tajoura, j'ai fait une semaine là-bas. Dieu merci, j'ai pu contacter l'Ambassade de Guinée qui a plaidé en ma faveur, expliquant que je ne souhaitais pas partir pour l'Italie mais que je voulais rentrer en Guinée.

Quand vous êtes là-bas, en Libye, vous n'avez pas d'endroit où loger si ce n'est les foyers et les quartiers où se concentrent les africains noirs. Du coup vous êtes constamment harcelés par la police car on est une source de revenus pour eux. N'ayant pas de lieu où dormir je suis retourné dans notre logement, il y a eu une nouvelle descente, j'ai été arrêté de nouveau et incarcéré ! Au bout de quelques temps, je suis tombé gravement malade, et du coup les militaires m'ont laissé sortir. J'ai finalement pu recontacter l'Ambassade et on m'a programmé sur le vol suivant affrété par l'OIM. Je ne compte plus les fois où je me suis retrouvé en prison, 4 ou 5, mais j'ai toujours eu de la chance. Mais vraiment, la Libye c'est pas bon, la Libye c'est l'enfer !

Kaba a finalement pu rejoindre la Guinée à bord du vol affrété par l'OIM arrivé à Conakry le 13 juin dernier.



“Un conseil que je veux donner à mes amis, on va rester ici, on va travailler, on va se donner la main pour chercher de l'argent ici, et on va prendre ce que Dieu va nous donner”

Formations en gestion des urgences sanitaires à Labé et à Conakry

Du 04 au 08 et du 11 au 15 Septembre 2017, l'ANSS et l'OIM Guinée ont organisé les derniers ateliers de formation en gestion d'urgences sanitaires du niveau intermédiaire, destinés aux cadres des Districts sanitaires, de l'élevage et de l'environnement les régions de Boké, Kindia et Conakry.



Financé par le Centers for Disease Control and prévention (CDC) et mis en œuvre par l'ANSS et l'OIM, ce programme a pour objectif de renforcer les capacités des acteurs du secteur de la Santé Publique, de l'élevage et de l'environnement, dans la vision d'une seule santé* (*One Health*) sur certains aspects des exigences de préparation et de réponse aux urgences de santé publique, l'identification des dangers et les mesures à appliquer pour en atténuer les effets suivant les réponses définies dans les plans de stratégies.

Au cours de sessions de 5 jours chacune, les deux formateurs de l'OIM et l'ANSS ont abordé différents thèmes à travers des ateliers participatifs. Par des exercices pratiques et des travaux de groupe, 12 modules de planification et 1 module pour l'identification des menaces et des dangers et l'évaluation des risques ont été abordés.

En tout cinq sessions de formation ont été organisées depuis le 24 juillet 2017, à destination de 136 participants identifiés sur la base de leur profil, issus de la Direction Nationale de la Santé, Direction Régionale de l'Élevage, Direction Régionale de l'Environnement, et à travers les 33 Préfectures et régions administratives de Guinée.



* L'initiative *One Health* (*Une seule santé*) est un mouvement créé au début des années 2000 qui promeut une approche intégrée, systémique et unifiée de la santé publique, animale et environnementale aux échelles locales, nationales et planétaires. Elle vise notamment à mieux affronter les maladies émergentes à risque pandémique. https://fr.wikipedia.org/wiki/One_health



Causerie éducative à Ansoumania plateau (Dubrêka)

Causeries éducatives et forums théâtres

Dans le souci de renforcer la vigilance dans le cadre de la SBC, du 1^{er} au 18 septembre des activités de causeries éducatives et forums théâtres ont été réalisés dans les communes de Matoto, Kaloum, Dubrêka, Boffa, Boké, Forécariah, Guéckédou, Macenta, Beyla, Lola et Yomou.

- **54 causeries éducatives** ont été réalisées avec la participation de 5690 dont **3099 femmes** ;
- **33 forums théâtres** avec la participation de 7423 dont **4976 femmes**.

Objectifs des différentes activités :

- Expliquer aux participants le concept de surveillance à base communautaire et les définitions communautaires des maladies à potentiel épidémique (MPE) ;
- Discuter du rôle de la communauté dans l'identification rapide des cas de MPE ;
- Inviter les leaders locaux à signaler les informations sanitaires aux centres de santé ;
- Expliquer le mode de fonctionnement et le rôle des agents communautaires AC dans la communauté ;
- Expliquer la chaîne de remontée de l'information.

Retraite du département Santé Publique

Dans le cadre de la Global Health Security Agenda (GHSA), le programme Santé Publique de l'OIM Guinée bénéficie d'un financement du CDC pour la mise en œuvre des activités des axes prioritaires suivants :

- Développement des capacités aux Points d'Entrée ;
- Réduction des risques de santé aux frontières via le renforcement de la surveillance (Surveillance à Base Communautaire, Gestion de l'Information - IM) ;
- Coordination transfrontalière bilatérale et régionale en application du Règlement Sanitaire International ;
- Renforcement des capacités de réponse en Santé Publique.

Organisée **du 26 au 27 septembre 2017**, cette retraite avait pour principaux objectifs de procéder à l'évaluation des activités réalisées par chaque unité durant l'année écoulée, de fixer les orientations stratégiques et planifier les activités pour l'année à venir. Elle a regroupé le personnel du programme Santé Publique basé à Conakry, le chef du sous-bureau de N'zérékoré, quelques assistants projets des bureaux satellites et les représentants de l'administration et de la logistique.

El Hajd Abdoulaye Diallo, « mémoire institutionnelle de l'OIM Guinée »

Après plus de douze ans de bons et loyaux services, ce baroudeur qui voulait devenir médecin s'apprête à retourner à sa formation de base en tant que «laboureur des temps modernes». À l'occasion de son départ en retraite, Monsieur Diallo, Chef de Département Projets Programme AVR fait le point sur son parcours à l'OIM Guinée.



Bonjour Mr Diallo, Parlez-nous de vous et de votre parcours avant l'OIM ?

Aîné d'une fratrie de 8 enfants, je suis né d'une famille d'éleveurs de père en fils à Kindia où je suis resté jusqu'à ma première année d'université. Je ne fus pas orienté en médecine, comme je le souhaitais, mais en agronomie. Je ne voyais pas de sens à faire toutes ces années d'études pour terminer agriculteur, paysan comme mes parents. C'est progressivement que je me pris passion pour le secteur. J'ai fait mon année de stage à la Direction Nationale des Eaux et Forêts. Mon sujet de mémoire consistant à la construction d'une ferme avicole dans la région de Dounè. À mon retour à Conakry je fus orienté à l'OPIP, (Office de Promotion des Investissements privés) où j'ai longtemps travaillé. 25 ans plus tard, j'avais besoin de changement, et c'est en marchant dans la rue que j'ai vu l'annonce pour un Project Officer à l'OIM. Comme je développais déjà des projets, l'annonce m'a intéressé alors que je ne savais même pas ce qu'était OIM. C'était en 2005.

Décrivez nous l'Organisation et vos débuts à l'OIM

L'OIM en 2005 était une petite structure axée plutôt sur les opérations avec les réfugiés et le médical. J'ai été la première personne recrutée au département Projets. Mon premier projet rédigé fut la mise en œuvre d'un projet d'un an pour les femmes dans la région du Fouta. Mon premier contrat était de 3 mois et voilà que je quitte 12 ans et 3 mois après.

Vers la fin de ce premier projet, je fus encouragé par mon premier Chef de Mission, Mr Frédéric Chenet, à en rédiger d'autres pour viabiliser pour mon poste dans la mission. Je me penchais alors sur la question d'autonomisation des jeunes, des potentiels migrants dans les Préfectures de Kindia et de Labé. Les suisses financèrent ce projet pour 18 mois en partenariat avec les Autorités gouvernementales.

Quand je suis arrivé à l'OIM, le département Projets comprenait non seulement le *Projet Appui à l'autonomisation des Femmes du Fouta*, mais aussi l'*Assistance au Retour Volontaire*; comme le boulot était



Mr Diallo avec Marie Louise Haba à sa droite dans le cadre d'une journée d'information au programme AVR-R.

volumineux, j'ai demandé à recruter une deuxième personne pour m'assister, c'est ainsi que Marie Louise a été prise comme Point Focal AVR.

On a commencé avec des guinéens retournés de Grande Bretagne, de Belgique, de Suisse. En 2005, on n'a enregistré que 5 cas venant de toute l'Europe !

En quoi votre travail a-t-il changé, de 5 retours par an, à l'afflux que nous connaissons aujourd'hui ?

Si on prend 2016 où on a plus de 100 cas de retours volontaires par pays, beaucoup de choses ont changé. Déjà à l'OIM, au départ on avait une équipe restreinte et un personnel réduit. Mais suite à l'augmentation du volume des retours, le Chef de Mission a décidé de mettre un accent particulier sur le Programme d'Aide au Retour et à la Réintégration, département phare pour une institution comme l'OIM, chargée de gérer la Migration en bon ordre et dans la dignité du migrant.

On a ainsi diversifié les projets, créant des initiatives comme la Gestion des Frontières, le Renforcement des Capacités des Cadres de l'Administration notamment au Département de la Sécurité... Comme les projets affluaient, on a recruté plusieurs personnes pour gérer ces 5 à 6 projets. L'équipe s'est agrandie pendant 3 ans.

Vers 2012-2013, l'OIM Guinée a failli fermer, car les ressources disponibles ne pouvaient plus permettre de supporter les coûts. Ainsi avec beaucoup de sacrifices du staff et un leadership affirmé du Chef de Mission de l'époque Amihere Kabla, nous avons fait preuve de résilience, et chasser la période de vache maigre en multipliant des propositions. Nous obtînmes gain de cause finalement pour que la

Mission se relance. Le financement de quelques petits projets de 6 à 12 mois nous ont fait tenir et à réfléchir à des projets encore plus consistants. En fin 2014, Ébola a surgi, la mission a alors affirmé son expertise et de nouveaux bailleurs nous ont alors fait confiance.

Les politiques des pays d'accueil, l'intensité du travail de l'OIM, le changement de mentalité dans les pays d'origine, qu'est ce qui explique l'explosion des retours volontaires ?

Je dirais que les Gouvernements des pays d'origine doivent prendre plus de mesures adéquates, les jeunes doivent être formés et occupés. On a laissé miroiter que l'Europe c'était l'Eldorado, à travers quelques réalisations des premiers qui sont partis, belles maisons, parents à la Mecque, belles voitures, tous les jeunes désirent s'en aller. [...] Les réseaux sociaux viennent eux aussi accélérer la tendance, on se dit qu'il faut partir. Il y a aussi les passeurs indécents qui font du commerce sur la vie des êtres humains. Cette pratique déplorable cache les dangers de la migration clandestine et expose les jeunes à des risques dont ils ne sont pas toujours conscients.

C'est pour cela que les Gouvernements au Sud doivent prendre leurs responsabilités et informer les jeunes, les former, leur redonner confiance, et investir sur eux pour qu'ils croient en un avenir radieux sur place. Un de nos atouts pourrait être les leaders religieux qui, s'ils sont bien informés de la gravité du fléau, avec leur influence dans la communauté pourront toucher les parents afin que ces derniers ne poussent leurs enfants sur la voie de la migration irrégulière.



Monsieur Diallo anime une réunion du programme DEVCO, El Hadj Sadio Diallo, Chef Div. des Interventions du SENAH à sa gauche.

Travailler au contact des migrants peut sembler assez lourd, quelles histoires vous ont le plus marqué dans votre carrière ?

De mon poste et durant cette décennie passée à l'OIM, j'ai eu des témoignages bien pathétiques, mais le plus marquant restera, celui d'un retourné de l'Allemagne, parti dès 16 ans et ayant passé toute sa vie en Europe, Allemagne, Suisse, Belgique. Il est rentré en Guinée à l'âge de 65 ans. Malheureusement à son retour ça n'a pas été facile, car même sa famille avait du mal à le reconnaître, il avait coupé le cordon, pas d'appels, plus de nouvelles depuis bien longtemps. Malade, L'OIM l'a assisté pour qu'il puisse monter une boutique et l'a également aidé pour l'achat d'une moto dont la location lui permettait de percevoir 30 000 GNF de recette journalières. Quand une mission des bailleurs est venue, on est parti le voir et il était dans un état déplorable, très affaibli, on savait qu'il n'allait pas lui rester longtemps. Ce souvenir reste indélébile dans ma tête.

En termes de bonnes expériences je parlais plus tôt de la ferme de Pita. Les jeunes se sont fédérés autour de ce projet, ils l'ont vraiment pris à bras le corps, ensemble on a identifié un vétérinaire spécialisé pour les accompagner. Le financement initial atteignait à peine 40 millions, aujourd'hui cette ferme avoisine un chiffre d'affaires avoisinant les 450 millions. Au-delà, l'Ambassade de France, au sérieux montré par ces jeunes, a souhaité financer une deuxième ferme pour ces mêmes jeunes.

C'est un exemple qui prouve qu'il est possible de réussir ici. Ces jeunes en tout cas, de migrants potentiels sont devenus des responsables très estimés dans leur communauté, et ne serviront pas de victimes dans le désert ou la mer Méditerranée.

Comment appréhendez-vous cette retraite ?

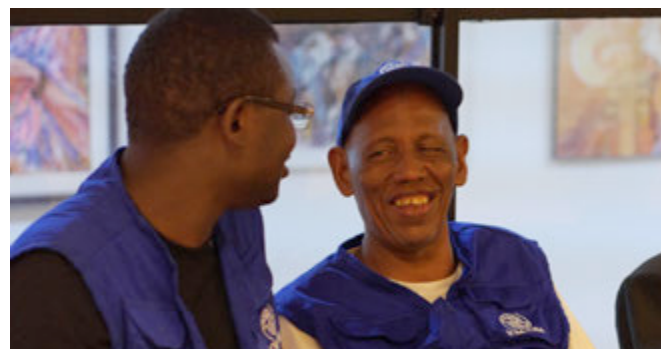
La retraite... Le 29 septembre est mon dernier jour à l'OIM. La fin d'une étape constitue toujours le début d'une autre. Je suis croyant, donc je me bats pour la vie, pour rester actif. Après tout, 35 ans dans l'Administration guinéenne et dans le Système des Nations Unies à travers l'OIM, j'ai un background que je peux vendre, je compte m'ériger en consultant pour continuer à servir la cause. Aussi je souhaite créer une sorte d'incubateur agricole, pour convertir de potentiel migrants à des stagiaires agricoles, sur un terrain que j'ai pris avec un ami, nous souhaitons

développer avec nos petits moyens l'élevage des petits ruminants et au fur et à mesure grandir. La terre ne trahit jamais.

La retraite sera aussi une période pour profiter de ma famille surtout de mes enfants qui sont encore jeunes, les plus grands étant à l'université. Le premier en Russie, la deuxième a postulé à Campus France pour un visa pour la France, et la troisième poursuit des études pour être enseignante. Les trois autres sont entre le Lycée et le Collège.

N'est-ce pas paradoxal que vous qui travaillez dans l'aide au retour des migrants, vous souhaitiez envoyer vos enfants ?

Mes enfants vont pour étudier. Si aujourd'hui on pouvait appuyer chaque jeune guinéen pour leur formation, ici ou ailleurs que leurs compétences soient renforcées, leur accorder des visas pour partir se former et revenir servir la Guinée. Le pays a besoin des cadres, c'est cette diaspora que le pays pourra utiliser pour son développement. La migration en soit n'est pas mauvaise, et on voit quand même la valeur de cette diaspora même si de plus en plus les choses se compliquent en Occident.



Monsieur Diallo plaisante avec la jeune génération de l'OIM, en attendant l'arrivée d'un vol spécial en provenance de Libye.

Pour finir, la Cheffe de Mission, saluant votre travail de titan regrette le départ de la Mémoire institutionnelle de la Mission, qu'est-ce qui vous manquera le plus ?

Mémoire institutionnelle, voilà un compliment que je prends à sa très juste valeur. Mais je pars serein car je sais que je laisse une équipe bien préparée et compétente dans le boulot, à qui je souhaite d'ailleurs le meilleurs. Et par ailleurs je ne vous quitte pas tant que ça, car je reste disponible au moindre besoin, d'ailleurs moi je viendrai assez souvent avec des initiatives. La relation interprofessionnelle que j'ai tissée avec les collègues va me manquer.

Centre de Réception des Demandes de Visa pour le Canada

Le Centre de Réception des Demandes de Visa pour le Canada (CRDVC) est le fournisseur de service exclusif du Gouvernement canadien, autorisé à accepter les demandes pour toutes les catégories de séjour temporaire (visa de visiteur, permis d'études ou de travail) et les demandes de titres de voyage pour des résidents permanents canadiens en Guinée.



Les équipes du CRDV sont là tous les jours pour vous informer et vous conseiller

Géré par l'OIM en Guinée, en partenariat avec VFS Global (fournisseur de solutions technologiques), le CRDVC fournit des renseignements généraux et des services administratifs, tels que :

- la réception des demandes de visa;
- la perception des frais et la remise des passeports aux demandeurs dans des enveloppes scellées et sécurisées;
- le CRDVC peut aussi contribuer à l'organisation d'entrevues pour le compte du bureau canadien des visas.

Le personnel de l'OIM est formé pour aider les demandeurs et pour s'assurer que seules les demandes dûment complétées soient soumises, avec tous les documents demandés.

La décision de délivrer ou de refuser un visa est prise exclusivement par les agents d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). Toutes les demandes seront évaluées selon les critères et les règlements du Canada en matière d'immigration. Le CRDVC n'a aucun rôle ni influence sur le résultat de la demande et n'offrira aucun conseil ni commentaire.

Pour plus de renseignement

<http://www.vfsglobal.ca/Canada/Guinea/French/>

Centre de Réception des Demandes de Visa Canadien

OIM - Donka Bloc des Professeurs,
DI-252, Dixinn - BP 729 - Conakry

Du lundi au vendredi

Ouverture du CRDVC
9h00-13h00 et 14h00-17h00

Dépôt des demandes
9h00-13h00 et 14h00-16h00

Retrait des passeports
14h00-16h00



ADRESSE ÉLECTRONIQUE :
info.canguuiom@vfshelpline.com



HELPLINE :
+224 625 000 100



OIM – Conakry
Donka, Bloc des professeurs, Rue DI 252,
BP 729 Conakry
République de Guinée

Email : iomconakry@iom.int
Website : www.iom.int



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations